

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

A propos de la richesse des États-Unis

Journal de la société statistique de Paris, tome 58 (1917), p. 280-281

[<http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1917__58__280_0>](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1917__58__280_0)

© Société de statistique de Paris, 1917, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

A PROPOS DE LA RICHESSE DES ÉTATS-UNIS

L'entrée en guerre des États-Unis a donné lieu à d'innombrables calculs concernant la force militaire et économique de ce pays. On a insisté en particulier sur ses ressources financières. Le caractère conjectural que présentent beaucoup des évaluations a été signalé notamment par le *Financial and Commercial Chronicle* de New-York, à l'occasion d'une déclaration du secrétaire de la Section d'Épargne de l'Asso-

ciation des banquiers américains, M. HARRISON, d'après laquelle les États-Unis pourraient dès à présent faire un emprunt de \$ 75 milliards. Son raisonnement est le suivant :

« Si la Grande-Bretagne, disait M. Harrison, avec un revenu de \$ 309 par tête, peut supporter une dette de \$ 452 par tête, il est bien évident que les États-Unis, avec un revenu de \$ 500 par tête et une dette de \$ 11 par tête, pourraient assumer une nouvelle dette proportionnée à celle que supporte la Grande-Bretagne. Cela permettrait d'émettre des emprunts de guerre jusqu'à concurrence de \$ 75 milliards aux États-Unis. Cette comparaison peut se soutenir, si l'on tient compte de ce que la situation des deux pays est la même à l'égard des avances qu'ils font aux Alliés. »

M. HARRISON part de cette hypothèse que le revenu annuel des États-Unis atteint \$ 50 milliards (soit \$ 500 par tête des 100 millions d'habitants). En réalité, rien ne prouve que cette évaluation soit exacte. D'après le census des États-Unis, la richesse de ce pays est évaluée à \$ 200 milliards. Plus exactement, il y a deux ans, le census des États-Unis a publié des chiffres qui tendaient à prouver qu'entre 1900 et 1912, la richesse nationale était montée de \$ 88 milliards 500 millions à \$ 187 milliards 700 millions. Quoique ces chiffres fussent basés en partie sur des valeurs de domaines agricoles très supérieures à celles des périodes antérieures, à cause du prix élevé des produits agricoles, on aurait le droit (étant donné que le niveau des prix de ces produits a récemment monté encore davantage et que, par conséquent, les terrains agricoles ont augmenté de valeur), d'estimer la richesse nationale actuelle à \$ 200 milliards, ce qui ne serait pas hors de proportion avec une évaluation de \$ 187 milliards pour 1912. Au sujet de la Grande-Bretagne et des pays européens, il n'existe pas d'évaluations officielles récentes de la richesse nationale. Comme il s'agit de simples conjectures, la valeur de cette richesse pourrait être supposée égale à un nombre aussi bien qu'à un autre. M. HARRISON admet que la richesse de la Grande-Bretagne est de \$ 85 milliards. Il en tire les déductions ci-dessus ; mais toute autre comparaison serait également juste puisqu'il n'existe pas de données sérieuses sur lesquelles on puisse se baser.

« Comme le census, ajoute le *Chronicle*, a évalué la richesse de notre pays à \$ 88 milliards 517 millions en 1900, on peut se figurer ce que ce serait que d'effectuer un emprunt de \$ 75 milliards. Le caractère fragile de tout ce raisonnement est mis en relief si l'on songe qu'au 30 juin 1916, le total des dépôts dans les 27.513 banques du pays (banques nationales, banques d'État, caisses d'épargne, banques privées, banques d'affaires et sociétés de fidéicommiss) ne s'élevait pas à plus de \$ 22 milliards 774 millions. »

Les critiques du périodique américain, quoique d'une sévérité affectée, méritent d'être retenues, en présence surtout de certains débordements d'optimisme. On peut se demander toutefois si, depuis 1912, la richesse des États-Unis n'a pas progressé plus que ne l'indique le *Chronicle*. Il faut tenir compte de l'activité industrielle et commerciale extraordinaire que notre nouvel allié a déployée dans ces dernières années, rapatriant ses titres et acquérant de fortes créances sur l'étranger.

E., B. D.

